

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

35, 60, 1600, 20 : dix raisons de choisir 4 slogans chiffrés

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 10 octobre 2009

Démocratie & Socialisme

- ▶ **1** - Pour convaincre 23 millions de salariés dont 17 du privé, il faut centrer sur le code du travail, les droits immédiats liés aux salaires et à la protection sociale. Lionel Jospin avait gagné en 1997 en osant « les 35 h sans perte de salaire » : alors qu'en 1995 il défendait les 37 h, avec des nuances sur les bas et hauts salaires, il y était allé franco et clairement, dès le 27 avril 1997, jour de la dissolution. Il faut toujours au moins un mot d'ordre phare, central, social pour gagner.
- ▶ **2** - Un « projet », ça ne peut pas être une succession de grandes promesses et de grandes intentions. Échaudé l'électorat de gauche est devenu, à juste titre, méfiant. Les grandes phrases et les envolées lyriques contre la droite, contre le capital financier, pour « nos valeurs, pour la justice » ne sauraient remplacer des propositions concrètes. Offrir une « politique de civilisation » ne peut suffire. Même l'appel à une VI^e République sociale (qui serait préférable à nos yeux) ne parviendrait pas à convaincre si on n'y ajoute pas du concret immédiat, saisissable, palpable qui change les conditions de la vie pour des dizaines de millions de gens.
- ▶ **3** - Un projet « sociétal » ne vaut pas un « projet social ». Bien sûr, il faut les deux. Bien sûr, il faut mettre au coeur d'un projet l'école, et l'environnement, la recherche, ont une place décisive dans tout projet. Mais pour bien aller à l'école, pour sauver un bon environnement, pour se tourner vers les technologies d'avenir, il faut « des sous dans le porte-monnaie ».
- ▶ **4** - Redistribuer les richesses, c'est la condition première de la relance. Il ne faut pas, contrairement à ce que prônent nos sociaux libéraux, relancer l'économie d'abord pour redistribuer les richesses ensuite. Il faut donner 200 milliards aux salariés, pas aux banques : donner de l'argent aux banques c'est arroser le sable et les bonus : on le vit. Les banqueroutiers demeurés incontrôlés rejouent au casino sans pour autant faciliter le crédit et l'investissement. Tandis qu'avec une hausse massive des salaires, ceux qui en bénéficieront dépenseront et cela stimulera relance et emploi.
- ▶ **5** - Le combat pour l'environnement ne peut pas non plus précéder ni remplacer la redistribution des richesses, il en est un effet, un accompagnement, une partie prenante. Pour sauver la banquise, il faut lutter contre les banquiers. La poll tax doit viser Total et pas les ménages. Les changements institutionnels (VI^e République parlementaire, constituante, suppression du cumul des mandats, proportionnelle, etc...) sont vitaux mais pas assez mobilisateurs, il faut d'abord conquérir une majorité sur des objectifs sociaux de masse.
- ▶ **6** - Les hausses massives de salaires sont le meilleur, le plus simple, le plus direct des moyens de redistribution entre capital et travail. Augmenter les salaires, c'est renflouer du même coup les caisses de protection sociale, la sécu et les retraites ! La CGT réclame 1600 euros pour le Smic. Ce serait une hausse plus basse que celle de mai 68 (elle fut de 33% et cela porterait le Smic à 1750 euros aujourd'hui). Elle est possible et toutes les entreprises s'en porteraient mieux, comme en 68, contrairement à ce qui est colporté. La hausse du Smic boostera tous les autres salaires, équivalant à des hausses de 200 euros pour toutes et tous.
- ▶ **7** - La réduction du temps de travail est incontournable pour lutter contre le chômage de masse et 2000 chômeurs de plus par jour. Contre le travail partiel appauvrissant, il faut maintenir les salaires et faire respecter les 35 h hebdomadaires, rendre les heures supplémentaires plus coûteuses que l'embauche, baisser les durées maximales quotidiennes et hebdomadaires, rétablir deux jours de repos consécutifs. Oui, on peut, on doit travailler moins, mieux et tous !
- ▶ **8** - Il faut donner la priorité à l'emploi des jeunes et pas à celui des « seniors ». Les salariés continuent dans la vie réelle à ne travailler que 37 annuités : 2 sur 3 ne sont plus au travail à 57 ans. Rétablissons le plein emploi pour les

jeunes et pour les adultes et si l'emploi réel progresse jusqu'à 58 ans, 59 ans, la retraite à 60 ans pourra se défendre avec un niveau décent, calculé sur les 10 meilleures années, à un taux de 75% pour tous indexé sur les salaires. C'est avec une échelle mobile des cotisations salariales et patronales qu'il faudra jouer pour faire face à des difficultés éventuelles dûes à la hausse du nombre de retraités.

- ▶ **9** - Il faut répondre à la franche haine sociale que suscite la crise sans précédent, financière, boursière, spéculative que le capitalisme vient de produire. Les parachutes dorés, les retraites chapeaux, les stocks options, les bonus de toutes sortes sont insupportables de même que la fraude fiscale, les niches fiscales (72 milliards), les fortunes odieuses des 500 familles, les profits massifs du CAC 40 qui licencie quand même : il faut un message fort et clair, pas de revenus supérieurs à 20 fois le Smic, au-dessus, l'impôt prend tout. La fiscalité directe et progressive (l'impôt juste, IS, IR...) doit l'emporter sur la fiscalité indirecte et proportionnelle (l'impôt injuste, TVA, taxes...).

- ▶ **10** - Avec le projet « 35, 60, 1600, 20 », la défense des services publics nous amènera tous ceux qui souffrent des reculs de l'école, de l'hôpital, du logement, des transports, des communications, des équipements publics. Il faut, selon nous, rétablir le projet d'une « économie mixte » où les lois de la République l'emportent sur celles du marché, où la réglementation l'emporte sur la prétendue concurrence libre et non faussée, où le juste échange l'emporte sur le prétendu « libre-échange », où le droit du travail s'impose aux actionnaires. Le service public doit être renforcé et étendu, dans tous les domaines de l'eau, de l'énergie, des transports, des logements, de l'éducation, de la santé, de l'environnement, de la communication.

C'est ainsi que nous gagnerons la confiance des 7 millions de travailleurs pauvres, la confiance des 23 millions de salariés, soit 91 % de la population active. Et alors, on aura le ban et l'arrière ban de l'électorat de Gauche, on gagnera à coup sûr sur les élections présidentielles et législatives.

Une union de toute la Gauche dynamique se construira plus aisément dès qu'on aura un tel projet et les questions d'alliance avec le Modem deviendront non seulement caduques mais aussi apparaîtront vaines, perdantes, risibles.